

## Commentaire des articles

Article 1<sup>er</sup> : les comptages séparés 8, 12 et 16 existaient déjà.

Articles 2 et 3 : l'option « Conducteur de poids lourds » est retirée du comptage séparé 16 pour être insérée dans le comptage séparé 20 créé par l'article 1.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4785

[C - 2007/29417]

**26 OKTOBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan en inzonderheid in artikel 10, 4e lid;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 1 juni 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 2 juli 2007;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 23 augustus 2007 van het Onderhandelingscomité van Sector IX, van het Comité van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten – Afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het gesubsidieerd vrij onderwijspersoneel;

Gelet op het overlegprotocol van 23 augustus 2007 van het Overlegcomité tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs en van de door de Regering erkende gesubsidieerde P.M.S.-centra;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 2007, bij toepassing van artikel 84, § 1, 1e lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 oktober 2007,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 6, § 2, 2°, a) van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 31 augustus 1992 ter uitvoering van het decreet d.d. 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, worden de woorden « door 8, 12 of 16 » vervangen door de woorden « door 8, 12, 16 of 20 ».

**Art. 2.** In artikel 13, § 5, 3°, van hetzelfde besluit, wordt letter a) aangevuld met de volgende woorden «, behalve vrachtwagenchauffeur».

**Art. 3.** In artikel 13, § 5, van hetzelfde besluit wordt een letter 4° toegevoegd, luidend als volgt :

« 4° naar rato van 20 lestijden, de optie van vrachtwagenchauffeur in de nijverheidssector ».

**Art. 4.** De Minister tot wier bevoegdheid het Leerplichtonderwijs behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2008.

Brussel, 26 oktober 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Presidente belast met het Leerplichtonderwijs,

Mevr. M. ARENA

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2007 — 4786

[C - 2007/29421]

**26 OCTOBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution, pour l'année 2007, des articles 18 et 20 du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret de la Communauté française du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses, notamment, l'article 18, § 1<sup>er</sup>, 2 et 3 et l'article 20;

Vu l'avis de la Commission consultative des organisations de jeunesse du 14 mai 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Audiovisuel du 24 mai 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education permanente du 30 mai 2007;

Vu l'avis de la Commission consultative des maisons et centres de jeunes du 6 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Education physique, du Sport et de la Vie en plein Air auprès de l'Exécutif de la Communauté française du 7 juin 1997;

Vu l'avis du Comité de concertation du Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel de la Communauté française de Belgique du 12 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Bibliothèques publiques du 13 juin 2007;

Vu l'avis de la Commission des Centres culturels du 22 juin 2007;

Vu l'avis du Conseil de la Jeunesse du 26 juin 2007;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 juillet 2007;  
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 10 juillet 2007;  
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2007;  
Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 43.469/2/V donné le 24 août 2007 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'Accord du non-marchand de la Communauté française du 28 juin 2006;

Sur proposition du Ministre du Budget en charge du Sport et de la Fonction publique, de la Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel et du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1) "Le décret" : le décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses;

2) "Harmonisation des subventions permanents" : pour les secteurs de la Lecture publique, des Centres culturels et des Télévisions locales, l'alignement des postes visés aux articles 15, 16 et 17 du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses à une subvention équivalente à 10 points tel que prévu à l'article 9, § 2, du même décret;

3) "Les permanents" : les postes subventionnés pour les secteurs de la Lecture publique, des Centres culturels et des Télévisions locales en vertu des articles 15, 16 et 17 du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses;

4) "Solde à affecter" : le montant de 19.538.000,00 euros imputable sur la division organique 20, allocation de base 01.01.01;

5) "Les travailleurs concernés" : les travailleurs occupés par un employeur reconnu dans l'un des secteurs d'activités visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, tirets 1<sup>er</sup> à 9, du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses;

6) "Le Ministre" : le Ministre ayant dans ses attributions les secteurs d'activités mentionnés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, tirets 1<sup>er</sup> à 9, du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses.

**Art. 2.** La mesure visant à contribuer à couvrir l'évolution des coûts barémiques liés à l'ancienneté visée par l'article 20 du décret est maintenue pour l'année 2007.

La part de subvention visée aux articles 9, § 2, 15, 16 et 17 du décret est augmentée de 1,5 %.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'année 2007, l'harmonisation des subventions permanents est réalisée par l'octroi de points supplémentaires en vertu de l'article 18, § 1<sup>er</sup> du décret.

Les secteurs d'activités visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, tirets 2, 6 et 7 du décret bénéficient d'un point supplémentaire par poste permanent équivalent temps plein.

§ 2. La valeur du point visé au § 1<sup>er</sup> est fixée à :

- 5.730,40 euros pour le secteur de la lecture publique;
- 1.874,60 euros pour le secteur des Centres Culturels;
- 6.872,18 euros pour le secteur des télévisions locales.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le solde annuel à affecter pour l'année 2007 est liquidé sous la forme de points supplémentaires en vertu de l'article 18, § 1<sup>er</sup> du décret.

§ 2. Il est réparti, entre les secteurs d'activités visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, tirets 1<sup>er</sup> à 8, du décret selon les règles suivantes :

1° Les points supplémentaires sont affectés, conformément à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, du décret, aux travailleurs concernés engagés dans les liens d'un contrat de travail;

2° Les travailleurs concernés visés au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, doivent être engagés dans les liens d'un contrat de travail dont la durée hebdomadaire ne peut être inférieure à un tiers de la durée hebdomadaire des travailleurs équivalent temps plein dans le même secteur d'activité. Pour les travailleurs concernés visés au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, engagés dans les liens de plusieurs contrats de travail chez le même employeur, la totalité du temps de travail de ces contrats doit totaliser au moins un tiers temps;

3° Pour l'année 2007, les points supplémentaires sont répartis entre secteurs au prorata du nombre d'équivalents temps plein au 31 janvier 2005 dans chaque secteur. La valeur du point est égale au solde annuel à affecter divisé par le nombre de travailleurs concernés équivalent temps plein de l'ensemble des secteurs. Chaque secteur reçoit autant de points qu'il compte de travailleurs concernés, visés au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, calculés en équivalent temps plein. Chaque employeur reçoit une somme équivalente à autant de fois la valeur du point qu'il occupe de travailleurs concernés visés au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, calculés en équivalent temps plein.

§ 3. L'application du présent arrêté peut entraîner des fractions de point.

**Art. 5.** Sont également considérés comme occupés dans les liens d'un contrat de travail, pour l'application du présent arrêté, les travailleurs concernés visés par l'article 69 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, mis à disposition d'une association par un groupement Maribel social créé avant le 31 décembre 2003 pour autant que :

- le travailleur relève du Maribel social du secteur socioculturel;
- le groupement concerné relève de la commission paritaire 329;
- le travailleur soit mis à disposition d'une association reconnue en vertu de la réglementation sectorielle.

**Art. 6.** Pour l'application de l'article 4, les services du Ministère de la Communauté française calculent, dans chaque secteur, le nombre de travailleurs concernés équivalent temps plein au 31 janvier 2005, sur base des formulaires de recensement dûment complétés par les employeurs et dont modèles en annexe de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 novembre 2005 portant exécution, pour l'année 2005, de l'article 18, §§ 2 et 3, du décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses.

Les services du Ministère de la Communauté française peuvent également calculer ce nombre sur base des justificatifs qui leur sont communiqués conformément à l'article 10 et 18, § 4, du décret.

**Art. 7.** Les Ministres ayant en charge le Sport, la Culture et l'Audiovisuel et la Jeunesse sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 octobre 2007.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre du Budget en charge du Sport et de la Fonction publique,  
M. DAERDEN

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel  
Mme F. LAANAN

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2007 — 4786

[C — 2007/29421]

**26 OKTOBER 2007. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering, voor het jaar 2007, van de artikelen 18 en 20 van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen, inzonderheid op artikel 18, §§ 1, 2 en 3 en artikel 20;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor de Jeugdorganisaties, gegeven op 14 mei 2007;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, gegeven op 24 mei 2007;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Permanente Opvoeding, gegeven op 30 mei 2007;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor jeugdhuizen en -centra, gegeven op 6 juni 2007;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de Lichamelijke opvoeding, de Sport en het Openluchtlevens bij de Executieve van de Franse Gemeenschap, gegeven op 7 juni 1997;

Gelet op het advies van het Overlegcomité voor het Centrum voor de Film en de Audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België, gegeven op 12 juni 2007;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de openbare bibliotheken, gegeven op 13 juni 2007;

Gelet op het advies van de Commissie voor culturele centra, gegeven op 22 juni 2007;

Gelet op het advies van de Jeugdraad, gegeven op 26 juni 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 juli 2007;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2007;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 juli 2007;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 43.469/2/V, gegeven op 24 augustus 2007 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het non-profit akkoord van de Franse Gemeenschap, gegeven op 28 juni 2006;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, belast met de Sport en de Ambtenarenzaken, de Minister van Cultuur en de Audiovisuele sector en van de Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1) "het decreet" : het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen;

2) "harmonisatie van de permanente subsidies" : voor de sectoren van de openbare lectuurvoorziening, de culturele centra en de lokale televisiezenders, de aanpassing van de posten bedoeld in de artikelen 15, 16 en 17 van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen aan een subsidie die gelijk is aan 10 punten, zoals bedoeld in artikel 9, § 2 van hetzelfde decreet;

3) "de permanente posten" : de gesubsidieerde posten voor de sectoren van de openbare lectuurvoorziening, de culturele centra en de lokale televisiezenders overeenkomstig de artikelen 15, 16 en 17 van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen;

4) "te bestemmen saldo" : het bedrag van 19.538.000,00 euro, aan te rekenen op de organisatie-afdeling 20, basisallocatie 01.01.01;

5) "de betrokken werknemers" : de werknemers die werken bij een werkgever die erkend is in één van de activiteitensectoren bedoeld in artikel 2, eerste lid, strepen 1 tot 9, van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen;

6) "de Minister" : de Minister tot wiens bevoegdheid de activiteitensectoren vermeld in artikel 2, eerste lid, strepen 1 tot 8, van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen.

**Art. 2.** De maatregel die ten doel heeft bij te dragen tot het dekken van de evolutie van de baremakosten verbonden aan de anciënniteit bedoeld in artikel 20 van het decreet, wordt voor het jaar 2007 behouden.

Het gedeelte van de subsidie bedoeld in de artikelen 9, § 2, 15, 16 en 17 van het decreet, wordt met 1,5 % verhoogd.

**Art. 3.** § 1. Voor het jaar 2007 worden de permanente subsidies geharmoniseerd door de toekenning van bijkomende punten overeenkomstig artikel 18, § 1 van het decreet.

De activiteitensectoren bedoeld in artikel 2, eerste lid, strepen 2, 6 en 7 van het decreet krijgen een bijkomend punt per voltijds equivalente permanente post.

§ 2. De waarde van het punt bedoeld in § 1 wordt vastgesteld als volgt :

- 5.730,40 euro voor de sector van de openbare lectuurvoorziening;
- 1.874,60 euro voor de sector van de culturele centra;
- 6.872,18 euro voor de sector van de lokale televisiezenders.

**Art. 4.** § 1. Het voor het jaar 2007 te bestemmen saldo wordt verrekend in de vorm van bijkomende punten overeenkomstig artikel 18, § 1, van het decreet.

§ 2. Het wordt verdeeld over de activiteitensectoren bedoeld in artikel 2, eerste lid, strepen 1 tot 8, van het decreet volgens de volgende regels :

1° De bijkomende punten worden, overeenkomstig artikel 18, § 1, van het decreet, toegekend aan de betrokken werknemers die tewerkgesteld zijn bij een arbeidsovereenkomst;

2° De betrokken werknemers bedoeld in § 2, eerste lid, 1°, moeten worden aangeworven bij een arbeidsovereenkomst waarvan de wekelijkse duur niet korter mag zijn dan één derde van de wekelijkse duur van de voltijds equivalente werknemers in dezelfde activiteitensector. Voor de betrokken werknemers bedoeld in § 2, eerste lid, 1°, die aangeworven zijn bij verschillende arbeidsovereenkomsten bij dezelfde werkgever, moet de gehele arbeidstijd van die overeenkomsten ten minste één derde tijd uitmaken;

3° Voor het jaar 2007, worden de bijkomende punten verdeeld over sectoren in verhouding tot het aantal voltijds equivalente betrekkingen op 31 januari 2005 in elke sector. De waarde van het punt is gelijk aan het te bestemmen jaarsaldo, gedeeld door het aantal voltijds equivalente betrokken werknemers van alle sectoren. Elke sector krijgt evenveel punten als hij betrokken werknemers, bedoeld in § 2, eerste lid, 1° en 2°, berekend op grond van voltijds equivalente betrekkingen, telt.

Elke werkgever krijgt een som die gelijk is aan evenveel de waarde van het punt als hij betrokken werknemers, bedoeld in § 2, eerste lid, 1° en 2°, berekend op grond van voltijds equivalente betrekkingen, telt.

§ 3. De toepassing van dit besluit kan tot puntenbreuken komen.

**Art. 5.** Voor de toepassing van dit besluit worden eveneens beschouwd als tewerkgesteld bij een arbeidsovereenkomst, de betrokken werknemers bedoeld in artikel 69 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, ter beschikking gesteld van een vereniging door een Groepering Sociale Maribel, opgericht vóór 31 december 2003, voor zover :

- de werknemer ressorteert onder de sociale Maribel van de socio-culturele sector;
- de betrokken groepering ressorteert onder de paritaire commissie 329;
- de werknemer ter beschikking wordt gesteld van een vereniging erkend krachtens de sectorregeling.

**Art. 6.** Voor de toepassing van artikel 4 berekenen de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, in elke sector, het aantal voltijds equivalente betrokken werknemers op 31 januari 2005, op grond van tellingsformulieren, waarvan de door de werkgevers behoorlijk ingevulde modellen als bijlage bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 november 2005 houdende uitvoering, voor het jaar 2005, van artikel 18, §§ 2 en 3, van het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sectoren houdende diverse bepalingen, worden vermeld.

De diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap kunnen eveneens dat aantal berekenen op grond van de bewijsstukken die overeenkomstig artikel 10 en 18, § 4, van het decreet worden overgezonden.

**Art. 7.** De Ministers van Sport, Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 oktober 2007.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Begroting, belast met de Sport en de Ambtenarenzaken,  
M. DAERDEN

De Minister van Cultuur en de Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA